

**Motion adoptée à l'unanimité
lors de la session plénière du 23 juin 2025**

Motion-Lignes Ferroviaires

« Nous voulons voir passer les trains ! »

En février dernier, le groupe SNCF annonçait un bénéfice record de près de 1,6 milliard d'euros et son intention « *d'investir massivement pour le ferroviaire français* ».

Ces excellents résultats financiers, dont il ne faut pas méconnaître qu'ils sont liés aux hausses tarifaires pratiquées par la SNCF, attestent cependant de l'intérêt toujours plus croissant des Français pour ce moyen de transport écologique.

En effet, en un an, en France, la fréquentation des TGV a augmenté de 4 % quand celle des **TER a progressé de plus de 10 %**.

Pourtant, dans le même temps, le sous-investissement chronique de l'État, depuis de nombreuses années, sur les lignes ferroviaires, dont il est pourtant propriétaire, menace « les petites lignes » du Morvan et du sud de l'Yonne :

Corbigny-Clamecy / Clamecy-Cravant et Avallon-Cravant, autant de dessertes en sursis si des investissements ne sont pas engagés sans retard par l'État, aux côtés et en soutien du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, qui ne pourra les assumer seul.

La situation est tout aussi inacceptable sur la ligne Paris-Nevers-Clermont-Ferrand, où les retards récurrents, les suppressions de trains et les pannes à répétition sont aujourd'hui devenus la norme. **Pour les très nombreux usagers nivernais qui ont à les subir, le point de rupture est aujourd'hui atteint.**

Au moment où le train s'impose comme une réponse aux enjeux de transition écologique, à la fois pour le transport voyageur comme pour le transport marchandise, qu'il contribue à un aménagement équilibré du territoire, qu'il devient indispensable au maillage et à la vitalité d'un département rural comme le nôtre, la remise à niveau, le maintien et le

développement à terme des « petites lignes » du Morvan et du sud de l'Yonne tout comme de la ligne Paris-Nevers-Clermont-Ferrand doivent constituer des priorités pour l'État et la SNCF.

La Nièvre, comme l'ensemble des territoires ruraux, exige un service public du transport ferroviaire fiable, régulier et accessible, tout comme le développement du fret ferroviaire, comme en témoignent, depuis plusieurs mois, les mobilisations citoyennes régulières dans notre département et dans les départements voisins ; *les Nivernaises et les Nivernais veulent voir passer les trains !*

Aussi, les élus du Conseil départemental demandent concrètement au gouvernement :

- **Pour « les dessertes fines du territoire » du Morvan et du sud de l'Yonne** : que l'État, propriétaire des voies ferrées, et la SNCF prennent pleinement leurs responsabilités en venant en soutien du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, afin que les investissements sur « les petites lignes » (« dessertes fines du territoire »), évalués à près de 500 millions sur l'ensemble de la région, puissent être engagés dès à présent et que les lignes ferroviaires menacées de remplacement par des cars soient maintenues et pérennisées.

- **Pour la ligne Paris-Nevers-Clermont-Ferrand** : que l'État s'engage fermement et dès à présent pour améliorer les conditions de transport des usagers, en attendant l'arrivée des nouvelles rames Oxygène prévue pour 2027. Ils demandent par ailleurs que les investissements sur cette ligne soient poursuivis et amplifiés dans la durée, qu'un calendrier précis et des engagements fermes soient pris, afin de garantir à l'avenir un service fiable, régulier et de qualité